

GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT



Donald Kaberuka
**Président du Groupe de la Banque africaine de
développement**

L'Afrique dans un monde en profonde mutation

*Discours prononcé devant le Congrès mondial de la Société pour le
développement international*

Washington DC, 29 juillet 2011

**Monsieur le Président, chers amis,
Mesdames et Messieurs les membres de la Société pour le
développement international,**

**Permettez-moi, tout d'abord, de remercier les coprésidents de m'avoir
invité et d'avoir associé la Banque africaine de développement à cet
événement mémorable.**

L'afro-pessimisme en voie de disparition ?

**Il y a vingt ans, quelqu'un, dont je ne me souviens plus du nom,
inventait le terme « afro-pessimisme ».**

**C'était l'époque des grands déséquilibres macroéconomiques, du
surendettement, du ralentissement, voire à des taux négatifs, de la
croissance et du début plutôt chaotique de la transition des régimes à
parti unique vers des démocraties multipartites.**

La décennie perdue, a-t-on appelé les années 80 !

**Nous en entendrons beaucoup parler ce week-end, j'en suis sûr, bon
nombre d'économies africaines continuent de négocier des transitions
économiques complexes. Toutefois, il est intéressant de comparer leur
situation à ce qui se passe actuellement dans la périphérie de la zone
euro.**

**Depuis le début du millénaire, l'Afrique a défié les pessimistes, en
progressant, sous la poussée de facteurs intérieurs et d'un
environnement international favorable, à un rythme inconnu au cours
du demi-siècle écoulé.**

**Mais, à mon avis, le plus important a été l'impact global des réformes
macroéconomiques et structurelles douloureuses entreprises dans les
années 80.**

Cette année 2011, l'Afrique subsaharienne enregistrera une croissance de 5,6 pour cent. Les projections pour l'année prochaine s'établissent à 6,5 pour cent. En effet, une douzaine de pays afficheront un taux de croissance de 7 pour cent, aux considéré comme le seuil à atteindre pour une réduction durable de la pauvreté.

Un élan irrésistible

Il reste beaucoup à faire. Aussi voudrais-je éviter de tomber dans le piège d'extrapolations simplistes.

Pour autant, je veux vous faire part de mon intime conviction, fondée sur ce que j'ai vu sur le terrain, à savoir que cette dynamique a atteint un point de non-retour.

Au plus fort de la crise financière, on pouvait craindre que la contagion de l'économie réelle, par divers mécanismes de transmission, ne vienne compromettre les acquis engrangés.

Certes, l'impact a été sévère, mais comme l'indique un rapport pertinent du FMI, il a été brutal, mais fort heureusement de courte durée.

Les fruits tiennent les promesses des fleurs et des millions de personnes se sortent tous les jours de la pauvreté. Même si le rythme de la réduction de la pauvreté sur le continent n'est pas aussi rapide qu'en Asie et en Amérique latine, nous avons pris un tournant décisif.

La tragédie de la Corne

Cependant, la tragédie qui se joue dans la Corne de l'Afrique nous rappelle brutalement que la bataille n'est pas encore totalement gagnée, loin s'en faut.

Dix millions de personnes ont besoin d'une aide alimentaire, deux millions d'enfants souffrent de malnutrition et un demi-million de personnes sont menacées par la famine.

Bien que cette tragédie découle de la pire des sécheresses depuis 60 ans, elle s'explique également par notre échec collectif à mettre un terme à la guerre civile en Somalie.

Il s'agit de notre échec à faire face à ces « urgences à pas lents », au nombre desquelles les sécheresses à répétition de la Corne de l'Afrique. Après tout, ce phénomène n'était pas un tsunami qui nous aurait surpris.

- Cette crise a couvé pendant des mois !

On peut blâmer Dame Nature pour une bonne partie de ce qui arrive, mais les erreurs humaines, par omission ou par commission, l'ont transformé en cette tragédie inacceptable que nous vivons.

Comme l'a rappelé Amartya Sen, il y a de cela plusieurs années, les famines sont le résultat de déficits politiques qui sont, dans le cas d'espèce, la gestion de la crise somalienne et l'absence de planification à long terme de la gestion de cet écosystème fragile.

Nous avons tous notre part de responsabilité, surtout nous autres, dirigeants africains. Je sais que ce ne sera pas la dernière fois que nous connaîtrons ce type de sécheresse dans la région.

Pour l'heure, la priorité est de sauver des vies, mais le plus important est, sans aucun doute, de dire ensemble : « Sécheresse, oui peut-être. Mais famine, non ».

Le Printemps arabe

Dans le même ordre d'idées, les révolutions en Afrique du Nord ont fort à propos tiré la sonnette d'alarme pour nous faire comprendre qu'une croissance économique non inclusive, qui favorise la cleptocratie et ferme l'espace démocratique ne peut être durable.

La jeunesse de l'Afrique du Nord a démontré, avec vigueur, que le mythe du « pain avant la liberté » n'était qu'un mythe. Rien de plus.

Aujourd'hui, je voudrais vous dire que le développement durable de l'Afrique doit reposer sur le principe peu controversé d'une croissance économique FORTE, RÉSILIENTE et INCLUSIVE.

Nous sommes tous d'accord sur ce point. La question est de savoir comment œuvrer ensemble pour y parvenir.

Toutefois, nous pouvons y parvenir grâce à la conjugaison des politiques intérieures et de l'action internationale. Permettez-moi de commencer par l'action internationale :

Une action internationale au-delà du court terme

M. le Président, Mesdames, Messieurs,

Depuis la crise de Lehmann et les bouleversements survenus à Wall Street, nous sommes entrés dans ce que nous pouvons appeler, à juste titre, un nouveau monde en profonde mutation.

Qui pouvait imaginer qu'une obligation émise par un pays de l'OCDE puisse être reléguée au statut d'obligation à haut risque, une notation inférieure à celle de bon nombre de pays à faible revenu !

L'économie mondiale a perdu ses repères et se caractérise par un système bancaire fragile, des crises de la dette souveraine, le chômage, des politiques protectionnistes et des formes de nationalisme économique.

Ces dernières semaines, les yeux ont été rivés sur les secousses de la zone euro.

J'ai très bien aimé l'image donnée par le ministre italien des Finances, Tremonti, qui aurait dit que quand le Titanic sombre, peu importe que vous voyagiez en première classe ou en classe économique.

La question la plus importante pour la zone euro était d'éviter une autre catastrophe économique et l'effet de contagion. En dépit des hésitations et tâtonnements, des mesures décisives ont été prises.

Ces mesures confirmeront-elles leur efficacité à plus long terme ? C'est une tout autre question.

Au moment où l'économie américaine court des risques de stagflation, et où l'Europe est aux prises avec les problèmes d'endettement et de finances publiques, les marchés émergents se sont ralentis.

Mais nous avons raté une autre occasion, celle de mobiliser et d'exploiter le potentiel des pays à faible revenu, ceux de l'Afrique en particulier.

Nous aurions tous souhaité que le type de mesures décisives, la vigueur et le sens de l'urgence déployés pour s'attaquer au problème de l'euro et à des défis similaires, le soient également pour faire face aux problèmes mondiaux interdépendants de l'heure.

Ces questions, qui sont vraiment essentielles pour le développement durable et méritent l'attention de tous sont : le changement climatique, le développement mondial et, bien entendu, le Cycle de Doha pour le développement – qui permettra aux pauvres de se sortir de la pauvreté grâce aux échanges commerciaux.

Ces questions ne doivent pas être classées jusqu'à l'achèvement du programme (limité) actuel. Ce serait faire preuve de myopie.

G20

Monsieur le Président,

Le monde, nous ne le savons que trop, a changé de manière irréversible ces trois dernières années. Une nouvelle architecture, dit-on, se met en place.

Mais où se trouve l'architecte qui assemblera tout cela et donnera un sens à tous ces changements ?

Est-ce le vénérable G20 ?

En toute objectivité, ce club a enregistré des succès dans la stabilisation de l'économie mondiale, après son premier sommet de Londres. Quant aux questions de rééquilibrage, bien des choses semblent être en cours.

La question importante pour les pays à faible revenu qui ne sont pas membres de ce club est- la suivante :

Le G20 peut-il démontrer qu'il n'est pas simplement un club de «riches et super-riches» qui essaie de réparer et de ressusciter le système du passé, l'équilibre d'avant-crise, au lieu de construire un système pour le XXI^e siècle, et de résoudre les problèmes mondiaux qui nous concernent tous ?

M. le Président, chers amis

Nous avons non seulement besoin de l'architecte mondial, mais également d'un changement de paradigme. Je m'explique :

Les relations nord-sud

Il y a de cela une décennie, le Sommet du Millénaire s'était engagé à réduire de moitié la pauvreté à l'horizon 2015. À la Conférence de Monterrey sur le financement du développement, un pacte sur la responsabilité partagée avait été conclu.

Par la suite, la Déclaration de Paris a élaboré une feuille de route pour l'efficacité de l'aide. Le sommet historique du G8 de Gleneagles, bien entendu, avait promis de doubler l'aide à l'Afrique.

Il s'agissait de jalons importants, qui traduisaient ce qu'il y'avait de mieux en matière de plaidoyer et d'engagement au plus haut niveau, afin de venir à bout de la pauvreté, de notre vivant.

Cependant, alors que nous approchons de 2015, nous savons que les OMD ne seront pas atteints partout. C'était inévitable, dans une certaine mesure.

La réalisation de ces objectifs reposait, en grande partie, sur le respect des engagements susmentionnés. Bon nombre de partenaires ont déployé des efforts courageux, mais la dynamique globale a été en deçà des attentes, que ce soit le niveau de l'aide publique au développement, du programme de Paris, des questions de représentativité ou du cycle de Doha.

Nous devons intensifier notre plaidoyer pour toutes ces questions. Mais force est également de reconnaître que nous faisons face à l'inconnu.

En cette époque où les grandes économies n'ont pas encore fini de se relever de la crise financière, où l'économie mondiale connaît des rajustements de grande ampleur, il y a lieu de tempérer les attentes selon lesquelles les engagements existants seront respectés, à plus forte raison que de nouveaux engagements seront pris.

Il est peu probable que la masse critique de ressources dont l'Afrique a besoin pour exploiter son potentiel provienne de la bourse des pays riches.

Les hypothèses antérieures posées à cet effet ont conduit à deux conséquences inattendues :

Premièrement, ces promesses ont toujours donné lieu à de grandes attentes (comme ce fut le cas après Gleneagles), et nous nous sommes rendu compte par la suite que nous avons péché par excès d'optimisme.

Cette situation a soulevé la question de la crédibilité de telles promesses. En effet, lors d'un récent Sommet de l'UA, avant la tenue d'une des conférences du G8, il a été conclu qu'il ne servait à rien de rechercher de nouvelles promesses, puisque les anciennes n'ont pas été tenues.

Deuxièmement, cette situation a conduit, faute d'un meilleur terme pour le qualifier, au «syndrome de rejet d'organe», surtout parmi les jeunes générations qui estiment qu'elle sape les principes de la «fierté» et de la « capacité à agir».

Un discours d'un genre nouveau

Nous devons admettre que le débat engagé au cours du demi-siècle écoulé, reposant sur l'hypothèse d'une aide publique extérieure sans cesse croissante, est désormais révolu.

Il a été remplacé par un débat sur une architecture plus complexe, combinant l'épargne nationale, les fondations, les envois de fonds des travailleurs migrants, la mobilisation de nouveaux partenariats, l'accès progressif aux marchés des capitaux, maintenant qu'un nombre croissant de pays jouissent d'une notation de leur côte de crédit.

Tout cela devrait s'appuyer sur une croissance tirée par le secteur privé, plutôt que sur une dépendance accrue vis-à-vis de la générosité internationale.

De l'efficacité de l'aide à l'efficacité du développement

Plus tard dans le courant de l'année, nous nous rendrons à Busan, en Corée, pour évaluer où nous en sommes depuis les rencontres de Paris et d'Accra sur l'efficacité de l'aide.

J'espère que les représentants africains orienteront le débat vers un programme plus élargi en matière d'efficacité du développement.

Busan nous offre l'unique occasion de redéfinir le débat. Heureuse coïncidence que cette conférence se tienne dans le pays du «Miracle sur le fleuve Han».

Au dernier sommet du G20, grâce à la présidence coréenne, une feuille de route de la coopération internationale a été élaborée et, à mon avis, reflète très bien ce que recherchent les pays à faible revenu : la possibilité de libérer le potentiel du marché intérieur de l'Afrique riche d'un milliard de personnes, et qui opère actuellement en deçà de ses capacités.

Les pays africains attendent et espèrent de nous :

- a) des moyens novateurs de financement de l'infrastructure ;**
- b) La solution des problèmes de l'agriculture et de la flambée excessive des prix des denrées alimentaires ;**
- c) la résorption du déficit de compétences.**

Et surtout, que nous tirions les leçons des expériences multiples et diverses des pays du G20 en matière de développement.

Je crois savoir que la présidence française continue de mettre l'accent sur ces questions. Espérons que nous pourrons porter cet élan jusqu'à la présidence mexicaine et au-delà.

L'intégration économique

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs

Lors de sa récente visite en Afrique du Sud, le Premier ministre Cameron a fait observer que le libre-échange en Afrique devrait accroître le PIB du continent de 62 milliards de dollars par an, soit 20 milliards de dollars de plus que toute l'APD réunie. C'une réalité.

La Banque africaine de développement en a fait une priorité.

Sur le total de nos engagements de huit milliards de dollars de cette année consacrés au développement de l'infrastructure, à l'appui aux États fragiles et à ceux sortant d'un conflit, au partenariat avec les

investisseurs du secteur privé ainsi qu'aux appels en direction de ces derniers, de même qu'au renforcement du capital humain, un montant total de deux milliards de dollars a été affecté à l'appui à l'intégration régionale.

L'agenda interne

Monsieur le Président,

Permettez-moi de dire quelques mots sur certaines composantes du programme de durabilité de l'économie du continent.

Trop longtemps, l'espace intellectuel consacré à l'Afrique a été dominé par une école de pensée pour qui l'Afrique est marginale par rapport au système mondial, avec des quelques points lumineux çà et là, et qu'il lui faudra du temps pour rattraper le reste du monde.

Plusieurs études récentes ont quelque peu battu en brèche ce point de vue classique :

Le désormais célèbre rapport Mc Kinsey en parle le mieux. Il décrit un continent qui émerge à nouveau, doté d'une classe moyenne modeste, mais en croissance continue et jouissant de revenus discrétionnaires en hausse constante.

Une nouvelle dynamique d'investissement qui repose sur des réformes économiques, une démographie favorable et une rapide urbanisation.

Vous ne serez guère surpris d'apprendre que nous partageons le deuxième point de vue. Tout en reconnaissant le long chemin à parcourir, force est de constater ce nouvel élan.

L'Afrique n'est plus un continent en proie à de grands déséquilibres macroéconomiques, mais plutôt à des problèmes microéconomiques. Elle cherche à stimuler la concurrence et créer des emplois pour le nombre croissant des jeunes africains.

Toutefois, pour inscrire cette dynamique dans la durée, les facteurs ci-après devront être réunis:

- a) en premier lieu : une croissance partagée par tous et la correction des inégalités croissantes. Ici, une attention particulière devrait être accordée à l'accroissement de la productivité agricole, à la promotion des petites entreprises, à l'égalité des chances, à l'enseignement primaire obligatoire, aux services et opportunités pour les zones défavorisées, à la proximité des pouvoirs publics avec les populations des collectivités et municipalités, et à la réduction d'une centralisation excessive.**

Mais aussi corriger le déficit de légitimité

En résumé, un agenda inclusif doit commencer par résoudre les questions de «déficit de légitimité», qui ont compromis la croissance durable par le passé.

Une fois de plus, comme nous l'avons observé en Afrique du Nord, la jeunesse de notre continent demande un saut qualitatif dans la manière dont elle est gouvernée.

Ce n'est pas seulement une question d'ordre matériel. Le concept dit de « marchandage autoritariste », a été discrédité par les jeunes tunisiens qui ont bravé les rigueurs hivernales au début de cette année, sur l'Avenue Bourguiba.

L'idée selon laquelle un système peut obtenir des résultats en matière de développement économique, tout en fermant l'espace de l'expression démocratique, a fait long feu.

En somme, un agenda de développement durable doit commencer par corriger ce «déficit de légitimité».

- b) Deuxièmement, l'adaptation au changement climatique. Les sécheresses persistantes dans la Corne de l'Afrique et la fragilité récurrente de la région du Sahel nous rappellent que nous n'avons pas de temps à perdre.**
- c) Troisièmement, la gestion des ressources naturelles et la prétendue «malédiction». Tous les jours, de nouvelles réserves pétrolières sont découvertes en Afrique.**

D'après des études récentes dont j'ai pris connaissance, seuls une douzaine de pays ne possèdent pas de réserves pétrolières confirmées.

Cependant, le véritable défi n'est pas de découvrir du pétrole, mais de le gérer pour le bien-être de la population, les générations d'aujourd'hui et de demain, en créant des bases de production qui ne soient pas tributaires de cette ressource épuisable.

- d) Quatrièmement, la gestion politique de nos diversités qui ont trop souvent et trop brutalement déchiré nos sociétés et nous ont fait rétrograder de plusieurs années, voire de plusieurs générations ;**
- e) Cinquièmement, combler le déficit des infrastructures, qui est désormais largement reconnu comme un risque majeur pour la croissance continue des économies africaines, les systèmes de transport de masse, la satisfaction des besoins liés à l'explosion démographique des populations urbaines, le désenclavement des zones agricoles de l'arrière-pays.**
- f) Enfin, je voudrais revenir à la question de l'accélération de l'intégration économique.**

L'État de droit

Avant tout, les pouvoirs publics doivent s'organiser pour appuyer et entretenir les auteurs de création de richesse : les entreprises privées.

Les investisseurs qui viennent actuellement en masse en Afrique savent qu'il faudra encore du temps pour résoudre les problèmes

d'infrastructures, de développement des compétences, etc., mais nombre d'entre eux voient un bon créneau dans la production et la distribution d'énergie, par exemple.

Toutefois, les choses qu'ils souhaitent voir en place et que nous devons assurer sont notamment : un secteur privé fondé non sur les privilèges et la maximisation des rentes, mais sur la concurrence.

Ils veulent voir :

- La stabilité
- L'État de droit
- Des institutions de base qui fonctionnent pour tous.

Ce sont là des facteurs que nous seuls, Africains, pouvons mettre en place. Il ne s'agit pas de questions transposables. Le monde extérieur peut aider et encourager, mais ne saurait les mettre en place.

À l'heure actuelle, l'appropriation par les Africains des questions liées à la gouvernance est si forte qu'une incitation extérieure pourrait, en réalité, produire l'effet contraire.

Pour notre part, notre connaissance approfondie du continent et de son économie politique nous permet piloter les efforts de reprofilage du risque, en cette période où les investisseurs affichent un solide regain d'intérêt pour l'Afrique.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,

J'en viens à ma conclusion.

Prenons du recul pour nous rappeler que :

En 1980, quatre-vingts pour cent de la population rurale de la Chine étaient constitués de paysans pauvres. Au milieu des années 80, l'Inde était le plus gros bénéficiaire de l'aide et, actuellement, l'aide que le

pays reçoit est inférieure à 0,5 % du PIB (en fait, l'Inde est devenue un pays donateur).

Le Vietnam a actuellement un PIB de 300 milliards de dollars, et moins de 10 % de sa population vivent au-dessous du seuil de pauvreté.

L'Afrique peut y arriver elle aussi, mais résolvons la question de la balkanisation

J'aurais pu donner plusieurs exemples de bon nombre de pays africains dont la trajectoire affichée, cette dernière décennie, montre la voie à suivre (pour paraphraser l'excellent documentaire de Steve Radelet sur certains des pays africains enregistrant les meilleurs résultats).

J'ai parlé de l'Afrique, comme s'il s'agissait d'un seul pays, d'une seule économie. Je n'ignore pas que nous sommes 54 pays et économies, avec des ressources et des histoires différentes.

Je n'ignore pas non plus que l'économie de l'Afrique subsaharienne, comme l'a rappelé il y a quelque temps Nancy Birdsall, du Centre pour le développement dans le monde, n'est pas plus grande que celle de la ville de Chicago. Mais que dire, avec 46 frontières différentes !

À l'instar des dirigeants européens de l'après-guerre, je pense que la plus grande contribution que nous puissions apporter, nous, génération actuelle de dirigeants africains, est d'accélérer l'intégration économique de l'Afrique.

Ce n'est certes pas facile, mais réalisable. C'est pourquoi, comme je l'ai dit précédemment, cet agenda se trouve au cœur des activités de la Banque africaine de développement.

Monsieur le Président, je voudrais clore mon propos.

Tous les pays de la planète Terre ont été pauvres à un moment de leur histoire et, pour certains, il n'y pas si longtemps que cela.

Ils ont tous vaincu la pauvreté en s'engageant dans le commerce mondial et sur les marchés des capitaux. L'Afrique ne fera pas exception.

Le développement durable en Afrique dépendra, dans une large mesure, de ce que nous, Africains, sommes capables de faire.

La promotion de la stabilité, de l'État de droit et d'institutions qui inspirent confiance.

La confiance des investisseurs qui, désormais, regardent l'Afrique sous un angle différent, par rapport au passé.

La confiance des marchés des capitaux, qui ne cessent de s'ouvrir aux pays africains, mais continuent de nous appliquer cette prime de risque plutôt élevée qui augmente nos coûts d'emprunt.

Mais il faudrait avant tout la confiance de nos propres citoyens, et les rassurer qu'ils ne seront pas soumis à des règles arbitraires, ni à l'exclusion économique et sociale ; la confiance de nos jeunes de la diaspora pour rentrer avec leurs compétences, des solutions innovantes et changeront la donne, en les rassurant que leurs efforts seront récompensés et non gaspillés par des cleptocraties.

Que dire des questions échappant à notre contrôle ?

Le développement durable de l'Afrique dépendra également de ce que fait le monde extérieur.

L'Afrique cherche à trouver sa place au soleil, dans un système équitable pour tous, afin de sortir de la pauvreté par le commerce.

Un système qui n'impose aucune externalité insoutenable, un système transparent avec des règles et règlements applicables, des mécanismes de résolution à même de minimiser les dégâts collatéraux pour les pays à faible revenu, en cas de préjudice.

Un système capable de traiter la question des biens publics mondiaux, tels que ceux figurant à l'ordre du jour de COP 17 de Durban et de RIO+20 l'année prochaine, concernant l'environnement et le changement climatique.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,

Le monde d'aujourd'hui titube d'une crise à l'autre. Il n'y a pas toujours de solutions évidentes.

Des compromis seront toujours nécessaires.

Cependant, si nous voulons bien gérer l'agenda du développement durable, nous devons agir maintenant, afin de mettre la barre au-dessus des intérêts étroits et immédiats, et nous attaquer aux questions qui permettront d'inscrire nos actions collectives du moment dans la durée.

Comme le dit un vieil adage : «Si quelque chose ne vous plaît pas, changez-le. Si vous ne pouvez pas le changer, changer la manière dont vous le percevez». Et je pense que l'heure est peut-être venue pour nous, de changer notre manière d'appréhender les problèmes auxquels se heurte le monde aujourd'hui.

Je vous remercie.